

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 07/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMB**

La Michellerie  
28150 Prasville

Références : 2024 0640  
Code AIOT : 0010002647

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement SMB implanté Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 Prasville. L'inspection a été annoncée le 06/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMB
- Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 Prasville
- Code AIOT : 0010002647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SMB exploite une carrière de calcaire sur la commune de Prasville, autorisée depuis 2012 pour une durée de 30 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 9.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 4.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
7	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 7.3.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Bornage	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.2.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
11	Réalisation des contrôles aléatoires (remblais)	AP Complémentaire du 20/03/2018, article 4	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	Extraction	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.3.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Autorisation de fonctionner	AP Complémentaire du 25/04/2016, article 1	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise en état - cote - APMD	AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 2.4.3.2.2		
5	Surfaces S1, S2 et S3	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.2.3	/	Sans objet
9	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le positionnement des fronts ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité</li> </ul>

publiques ainsi que leur périmètre de protection ;

- Les périmètres de sécurité définis à l'article 2.2.4. nécessitant une adaptation des tirs, des modalités d'extraction ou des mesures d'interruption de la circulation.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

#### **Constats :**

Suite à la dernière inspection, l'exploitant a présenté en inspection un plan daté du 7 décembre 2023 réalisé par la société AGEA pour l'année 2024. Ce plan reprend les prescriptions de l'arrêté. Par ailleurs, il a été constaté des incohérences sur ce plan concernant des surfaces S1 et S2 sur la partie P III EST et les limites d'extraction sur la partie P II en limite nord. D'après l'exploitant, il s'agit d'une erreur de la société AGEA .

L'exploitant devra donc transmettre un plan à jour avant le 1er février 2025, à l'inspection des installations classées, accompagné d'un rapport d'activité pour l'année 2024. L'inspection rappelle que les données transmises par les bureaux d'étude doivent être vérifiées et corrigées si besoin, avant que l'inspection examine les documents.

Il est à noter que les valeurs S1, S2 et S3 sont cohérentes avec les valeurs de l'autorisation.

**Constats : L'exploitant devra transmettre un plan à jour avant le 1er février 2025. L'exploitant devra justifier des limites d'extraction de son site ainsi que des surfaces en dérangement sur la partie P III EST.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

**N° 2 : Remise en état - cote - APMD**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3

**Thème(s) :** Autre, Cote de remblaiement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

La remise en état du site consiste en un remblayage partiel du secteur "Prasville II" et un remblayage jusqu'à la cote naturelle des secteurs "Prasville III Est" et "Prasville III Ouest". En particulier, la remise en état du secteur "Prasville II" consiste à un retour à la cote comprise entre 134,0 m NGF au Nord et 130 m NGF au Sud-Est. Le talutage des abords de la cuvette doit constituer des pentes de 3 % maximum.[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 22/11/2023, il a été constaté que la cote finale des terrains remis en état au niveau du secteur Prasville II est supérieure à la cote autorisée.

Suite à ce constat, l'exploitant a déposé un porter à connaissance. Cette cote est néanmoins cohérente avec le dossier déposé l'exploitant. Le PAC est en cours d'instruction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Remblaiement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.4.3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux.

[...]

Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois...) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet.[...]

**Constats :**

Depuis la dernière inspection, l'exploitant a mis en place des procédures et un suivi sur la partie administrative notamment avant réception des remblais, pendant et après ainsi que sur la zone de remblais. En 2024, l'exploitant a refusé 62 véhicules soit par manque d'une DAP, soit par manque d'analyses, soit la présence de matériaux non autorisés dans les remblais.

Par ailleurs, une personne est à 100% de son temps sur la zone à remblayer. Elle est avertie de l'arrivée des véhicules par la personne à l'accueil. Les chauffeurs peuvent vider que seulement s'ils reçoivent l'accord de la personne sur la zone. Les chauffeurs ne peuvent quitter la zone seulement après la vérification des remblais déchargés. Deux bennes sont présentes sur le site (DIB et ferrailles).

Lors de l'inspection, il a été constaté que toutes les procédures mises en place avant la réception, pendant et après sont appliquées au niveau de l'accueil jusqu'à la zone de remblais. Les petits morceaux de ferrailles ou bois susceptible d'être présent au milieu des remblais sont ramassés et mis dans les bennes de tris.

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 4 : Consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Modifié par l'APC du 24/02/2016

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

[...]

105 000 m<sup>3</sup>/an pour les périodes 2 à 6

[...]

Le débit maximal horaire autorisé est de 120 m<sup>3</sup>/h.

Le débit maximal journalier autorisé est de 560 m<sup>3</sup>/j

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un tableau des prélèvements effectués. Le prélèvement annuel est conforme à l'arrêté d'autorisation. Par ailleurs, il y a quelques dépassements pour les prélèvements journaliers.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il a des prescriptions sur les prélèvements à l'année **mais aussi à la journée**. Par ailleurs, l'exploitant indique des débits horaires qui semblent conformes au débit maximal horaire autorisé, cependant il s'agit du débit journalier divisé par le nombre d'heures travaillées et non du débit instantané fourni par le forage.

Enfin, l'exploitant lors de l'inspection a transmis un projet élaboré par la société GINGER BURGEAP, du 2 septembre 2024, concernant un diagnostic de la consommation d'eau et mesures en cas de crise hydrique. La partie 3 de ce rapport concerne des solutions de réductions des consommations en eaux notamment avec des solutions déjà mises en place et des solutions pérennes envisagées. L'exploitant est dans une démarche de réduction de sa consommation d'eau.

**Constat : Le débit journalier n'est pas respecté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 5 : Surfaces S1, S2 et S3**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surfaces S1, S2 et S3

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...]

Pour la période 2024, les surfaces sont les suivantes :

- S1 : 31.2629

- S2 : 42.3939

- S3 : 4.158

[...]

**Constats :**

Sur le plan d'exploitation du 7 décembre 2023, les surfaces sont les suivantes :

- S1 : 24.501

- S2 : 42.3868



<p>- S3 : 2.5</p> <p>Il est constaté que les valeurs sont conformes au phasage prescrit dans l'arrêté. Par ailleurs l'exploitant a présenté l'acte de cautionnement en inspection.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Matériaux extraits et quantités autorisées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MATÉRIAUX EXTRAITS ET QUANTITÉS AUTORISÉES</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le matériau extrait est du calcaire.  Le tonnage annuel maximal de matériaux extraits de la carrière est de 900 000 tonnes.  Le tonnage annuel moyen est de 800 000 tonnes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le tonnage extrait est inférieur au tonnage annuel moyen.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Périmètre d'éloignement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site d'extraction est coupé par la RD 114. Un tunnel a été construit sous la RD 114 afin que les dumpers passent d'un côté à l'autre sans traverser la route.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté au pied du talus la mise en place d'enrochement. Lors de la visite, au niveau de RD 114 donc au dessus de la zone en extraction, l'inspection a constaté la présence de barrière et d'un grillage. Sur le plan d'ensemble, la limite de 10 mètres horizontalement de chaque côté est respectée. Au niveau visuel, l'inspection s'interroge sur la distance des 10 mètres de part et d'autre. L'inspection ne peut pas accéder pour effectuer la mesure avec la fermeture sur la partie haute et la végétation.</p>

L'inspection a demandé à l'exploitant une mesure par un géomètre, de la limite horizontale du pont à la limite du périmètre autorisé du site de chaque côté de la RD 114. Il est rappelé que cette distance horizontale doit être d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé notamment pour assurer la stabilité du talus.

**Constat : L'exploitant devra justifier d'un plan établi par un géomètre de la distance horizontale du pont à la limite du périmètre autorisé du site de chaque côté de la RD 114.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 8 : Accès et circulation dans l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 7.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.

**Constats :**

L'inspection a constaté au niveau de la partie PIII Est une petite zone facile d'accès sans fermeture. L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'ensemble du site doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Cette partie permet d'accéder en haut du front de la partie en extraction PIII Est.

L'exploitant a transmis par mail du 1er octobre 2024, des photos permettant de justifier de la fermeture de la zone avec la pose d'un portail. Suite à cet envoi justifiant de la mise en place d'un portail, l'écart est levé.

Par ailleurs, l'inspection a constaté un manque d'affichage sur le site notamment pour l'indication

de la partie ISDI, de la partie carrière. L'inspection rappelle que l'exploitant doit fixer des règles et une signalisation adaptée. L'inspection demande à l'exploitant de bien vouloir renforcer la signalisation de la zone ISDI et de la zone carrière.

**Constat : L'exploitant devra renforcer la signalisation de la zone carrière et de la zone ISDI.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 9 : Information des tiers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, INFORMATION DES TIERS

**Prescription contrôlée :**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence du panneau à l'entrée du site indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Bornage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, BORNAGE

**Prescription contrôlée :**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

<p>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</p> <p>- le cas échéant, des bornes de nivellement.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, les bornes n'étaient pas visibles. Les bornes sont représentées sur le plan d'ensemble.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant, que ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p><b>Constat : Les bornes ne sont pas visibles le jour de l'inspection.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 11 : Réalisation des contrôles aléatoires (remblais)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/03/2018, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des remblais</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Des contrôles aléatoires sur les matériaux ayant fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable conforme sont réalisés par l'exploitant. [...]</p> <p>Ces contrôles sont réalisés selon les fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• systématiquement pour les chantiers d'une capacité supérieure à 500 m3 ;</li> <li>• par tranche de 5 000 m3 pour les chantiers supérieurs à 5 000 m3. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle de la partie remblais, il a été constaté <b>au point 3</b> (vu ci-dessus) que l'exploitant tient à jour un fichier et contrôle l'ensemble de la chaîne. Par ailleurs, l'exploitant ne réalise pas et ne respecte pas les fréquences des contrôles à réaliser par lui-même et non par l'entreprise qui apporte les remblais.</p> <p>L'inspection rappelle qu'elle a défini des contrôles à effectuer par l'exploitant selon les fréquences suivantes :</p>

- systématiquement pour les chantiers d'une capacité supérieure à 500 m3 ;
- par tranche de 5 000 m3 pour les chantiers supérieurs à 5 000 m3. [...].

**Constat : L'exploitant ne respecte pas les fréquences des contrôles à réaliser par lui même définies dans cet article.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 12 : Extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, extraction

**Prescription contrôlée :**

[...]

**Extraction à sec :** Le carreau de la carrière a pour cote minimale 127 m NGF. [...]

**Extraction en gradins :** La hauteur de chaque gradin n'excède pas 11 mètres. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes. [...]

**Constats :**

Sur le plan du 7 décembre 2023 présenté par l'exploitant, le carreau de la carrière respecte la cote minimale 127 m NGF. Il n'a pas été constaté de valeur sous cette cote. De même, il n'a été ni constaté sur le plan, ni sur le site de front supérieur à 11 mètres, le jour de l'inspection.

Par ailleurs, sur le site, il a été constaté un léger sous-cavage en partie PIII Est au niveau de l'ancienne fouille archéologique. Le jour de l'inspection, l'exploitant a immédiatement transmis les consignes pour y remédier. L'extraction sur cette zone est d'un seul front. **L'inspection rappelle que ce point doit être surveillé afin d'éviter tout risque d'éboulement du talus.**

**Constat : Un léger sous cavage a été constaté en partie PIII Est au niveau de l'ancienne fouille archéologique.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 13 : Autorisation de fonctionner**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/04/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation de fonctionner
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société des Matériaux de Beauce (SMB) [...]est autorisée à faire fonctionner sa carrière et ses installations annexes [...] de 6 heures à 22 heures, du lundi au vendredi.  [...] Le fonctionnement en période de pointe (au-delà de 20 heures) est justifié : les horaires et les motifs de fonctionnement au-delà de 20 heures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Actuellement, les heures de fonctionnement de la carrière sont de 6h à 22h.  L'arrêté complémentaire de 2016 a été signé notamment pour l'ajout d'une unité mobile de concassage criblage. Dans votre demande du 24 février 2016, il est noté : <i>"nous souhaiterions utiliser temporairement une unité mobile de concassage criblage en complément de notre installation actuellement en fonctionnement. Notre demande est liée à l'arrêt de la production prévu entre juillet et septembre [...] Nous prévoyons de modifier les horaires de production dès réception de votre avis favorable, jusqu'à l'arrêt en juillet [...]."</i></p> <p>Dans les considérants, il est bien noté que <i>" la demande est faite pour une durée limitée correspondant à la mise en place de l'unité de lavage des matériaux et est motivée par un regain non anticipé de l'activité."</i></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre où au-delà de 20 heures, il doit justifier des horaires et des motifs de fonctionnement. L'exploitant a indiqué que pour lui cette demande a été faite et non limitée dans le temps.</p> <p>L'inspection précise que ce fonctionnement avait été accordé pour une durée limitée. Sauf erreur, l'exploitant devra se conformer à son arrêté de 2012 article 6.2.1 qui précise que <i>"l'installation fonctionne de 6heures à 20 heures, du lundi au vendredi"</i>.</p> <p><b>Constat :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre justifiant du fonctionnement de l'installation au delà de 20h. Par ailleurs, l'inspection rappelle que cette autorisation a été accordée pour la mise en place temporairementde l'unité de lavage des matériaux.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 60 jours